
Introduction

Travailler ? Quand la question de l'offre de travail est posée à l'économiste, la réponse semble assez simple. Loin des considérations d'intérêt au travail ou de socialisation par le travail... l'économiste analyse l'offre de travail dans le cadre de la théorie du consommateur. Le choix du consommateur résulte d'un arbitrage entre consommation et loisir. Le travail, à la différence des autres biens, n'est pas source de satisfaction (en ce sens, on parle de « désutilité » du travail). Le bien-être qu'il procure est donc indirect : en tant que source de revenu, il permet d'accéder à la consommation, qui, elle, est source de satisfaction. En d'autres termes, le travail est source de désutilité et le loisir, confondu avec le temps non travaillé, entre positivement dans la fonction d'utilité.

Mais que fait l'épouse de l'*homo œconomicus* en se mariant ? Et si, de plus, le couple a des enfants ? Le travail n'est pas seulement marchand, car d'autres catégories de « travail » s'accomplissent au sein du ménage : le travail domestique, le travail d'éducation des enfants et de prise en charge des personnes âgées dépendantes (ce que l'on a coutume aujourd'hui d'appeler le *care*) et l'entretien du ménage. Pour rendre compte de la diversité des formes du travail, l'économiste a développé des modèles et précisé ses hypothèses. De nombreux travaux s'intéressent au partage, dans le ménage, entre travail domestique et travail professionnel et entre hommes et femmes. Comment les décisions sont-elles prises ? Selon quels critères (spécialisation des activités, manque à gagner, « savoir-faire féminin », etc.) ? La complexité de la question de l'offre de travail des femmes exige ainsi une approche globale de l'articulation entre travail et famille. Ces questions, qui sont liées dans la vie concrète des individus et des familles, font en effet système et doivent être analysées ensemble, afin de ne pas laisser de côté certains déterminants essentiels de l'offre de travail des femmes. Loin de l'apparente simplicité de l'analyse économique standard de l'offre de travail, celle-ci, en ce qui concerne les femmes, apparaît en réalité dépendante des interactions d'acteurs multiples et de différents niveaux institutionnels, publics ou privés. C'est un objet qui croise des thématiques variées : les inégalités professionnelles et salariales, les gisements d'emplois, la visibilité du travail domestique, le partage des tâches, les politiques familiales et fiscales, etc.

Ce numéro spécial a ainsi un double objectif. D'une part, apporter des pistes d'analyse théorique sur l'articulation travail/famille. D'autre part, formuler des propositions visant à renforcer l'égalité entre hommes et femmes. Il s'appuie en

partie sur la journée d'études « Travail professionnel – travail domestique à l'épreuve du genre » organisée en septembre 2007 à la Sorbonne par le groupe de recherche en économie du genre (GREG) du Centre d'économie de la Sorbonne. L'approche est pluridisciplinaire et confronte des points de vue complémentaires à partir d'études de cas essentiellement françaises, mais aussi portant sur l'Union européenne et sur les États-Unis.

Le numéro débute par l'analyse de l'offre de travail des femmes et du fonctionnement du marché du travail dans le cadre des approches économiques standard et non standard. Il traite également de leurs effets sur la répartition du travail domestique entre hommes et femmes et sur l'articulation vie professionnelle/vie familiale des femmes. Catherine Sofer et Sayyid Salman Rizavi analysent, à l'aide d'outils économétriques, les effets sur la division du travail au sein des couples en France de la situation relative des femmes sur le marché du travail. Ils concluent que malgré l'observation d'une diminution de l'écart entre les temps de travail domestique des hommes et des femmes, lorsque la femme a un niveau d'éducation, un salaire ou un statut d'emploi plus élevé que son partenaire, il n'y a jamais de renversement des rôles : quelle que soit leur situation sur le marché du travail, les femmes ont en charge la plus grande part du travail domestique.

Séverine Lemièrre et Céline Marc mettent ensuite en avant la situation différenciée en France des hommes et des femmes par rapport à la « qualité » des emplois occupés qui facilitent ou freinent l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle. En analysant à la fois les types de contrat de travail, le temps de travail et les aménagements d'horaires de travail, cet article propose un nouvel éclairage sexué sur la qualité des emplois. La prise en compte de la flexibilisation des horaires et du temps de travail met au jour un mouvement de flexibilisation des emplois et de détérioration de la qualité des emplois, dont les femmes sont les premières victimes.

La deuxième partie porte sur l'histoire de la construction de la catégorie « travail domestique ». Cette catégorie récente permet de mieux appréhender l'offre de travail des femmes et de penser l'articulation travail professionnel/travail domestique au cours du temps.

Annie Fouquet retrace l'histoire de la reconnaissance du travail domestique par les statisticiens, véritable enjeu et débat social. Elle montre comment le travail domestique d'invisible est devenu un objet scientifique reconnu, dont la valeur n'a été approchée qu'assez récemment grâce à son équivalent « temps » ou monétaire, puis s'est transformé en un gisement d'emplois marchands au cœur du plan gouvernemental de développement « des services à la personne ».

De son côté, Marie-Agnès Barrère-Maurisson décrit d'un point de vue sociologique les trois âges des relations entre le travail professionnel et le travail domestique, qui illustrent un mouvement général d'extériorisation du domestique de la sphère privée de la famille, vers la sphère publique de l'économie des services. Des transformations importantes ont affecté le travail domestique au cours de ces

trois âges concernant le lieu d'exercice, l'attribution ou le partage entre les sexes, la qualification et la reconnaissance sociale. Cependant, le travail domestique, tel qu'il subsiste encore aujourd'hui dans les ménages, « noyau dur » du partage des tâches entre hommes et femmes, demeure tel un résidu socialement irréductible.

Après la présentation de l'articulation travail professionnel/travail domestique du point de vue économique et du point de vue sociologique et/ou historique, la troisième partie porte sur cette articulation en tant que résultat du jeu d'un certain nombre d'acteurs : d'une part, des acteurs publics qui développent des politiques gouvernementales et d'autre part, des acteurs que l'on peut appeler « intermédiaires », du fait du niveau auquel ils se situent (collectivités locales, syndicats, entreprises, etc.). Hélène Péruvier pose les bases d'une réforme profonde de l'ensemble du dispositif de garde français des enfants de moins de trois ans. Les enfants ne sont pas égaux devant le type d'accueil auquel ils accèdent. Les congés parentaux associés à la pénurie des places disponibles encouragent les mères à réduire leur temps de travail ou à interrompre leur carrière et renforcent les inégalités entre les femmes et les hommes sur le marché du travail et dans la société en général. Repenser l'architecture de la prise en charge des jeunes enfants exige de tenir compte d'un ensemble d'objectifs divers : bien-être des enfants, égalité entre les sexes, mixité sociale, qualité des emplois créés. La réforme proposée par l'auteur conduirait à des dépenses de fonctionnement supplémentaires de l'ordre de cinq milliards d'euros par an, mais hisserait la France au niveau des pays leader en matière de prise en charge de la petite enfance (les pays nordiques).

Pour sa part, Rachel Silvera synthétise un débat entre acteurs de l'articulation travail/famille : collectivités locales, syndicats, conseils en entreprises et conseils en formation dans les services à la personne. Parmi les questions posées, on peut signaler celle de l'aménagement des horaires, celle des contradictions pouvant apparaître entre aspirations individuelles et logiques collectives, celle des risques de transfert des inégalités entre les mères, ou encore celle du report de la flexibilité sur le personnel assurant la garde des enfants. Le débat entre ces différents acteurs « intermédiaires » montre l'extrême complexité de la question de l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale pour les femmes aujourd'hui.

La quatrième partie montre l'importance du contexte et du système institutionnel dans lequel les acteurs politiques, les organisations et les individus sont historiquement et localement situés. Il faut donc rendre compte, d'un point de vue plus « macro », de ces cadres institutionnels particuliers pour pouvoir mieux analyser et comprendre les caractéristiques de l'offre de travail des femmes.

Dans son article, Jean-Marie Monnier traite de la question de l'individualisation des droits sociaux à partir du cas de l'impôt sur le revenu. Le quotient familial qui en constitue le cœur fait en effet l'objet de nombreuses critiques, car il ne permettrait pas de lutter efficacement contre les inégalités de genre. Mais ces critiques reposent sur des hypothèses néoclassiques contestables, qui méconnaissent les arbitrages opérés au sein des couples sur la question de la participation au

marché du travail, ainsi que la diversité des configurations fiscales effectivement à l'œuvre au sein des pays européens, et qui sous-estiment les conséquences d'un éventuel passage à l'individualisation. Car, pour apprécier l'opportunité et les modalités d'une réforme fiscale, il faut prendre en compte plus largement l'ensemble de la fiscalité des revenus et ici, plus particulièrement, ses effets sur les comportements d'activité féminins.

Marie-Thérèse Letablier propose une analyse des disparités au sein de l'Union européenne dans les modes d'articulation entre travail domestique et travail professionnel, en mettant en évidence la place des institutions, des politiques publiques, des pratiques individuelles et sociales dans la question du « prendre soin » (ou *care*), ce qui aboutit à distinguer différents régimes d'État-providence et différentes conventions de genre, qui, en s'articulant, produisent un cadre d'interprétation cohérent des différences observées entre les pays européens.

In fine, il est intéressant de voir hors de l'Union européenne, aux États-Unis, comment se passent à l'intérieur du couple les arbitrages et les relations entre conjoints sur l'offre de travail et la division du travail familial, d'un point de vue plus psychosociologique. Francine Deutsch décrit ainsi le système interdépendant travail/famille, tel que le mettent en place les conjoints à travers les décisions qu'ils prennent et qui affectent leurs carrières et la division du travail familial. Bien que les choix réalisés en fonction du genre des conjoints défavorisent systématiquement les femmes en engendrant des inégalités entre époux au sein du foyer et au travail, des choix plus équitables peuvent engendrer un cycle « vertueux » qui promeut l'égalité entre hommes et femmes dans la famille et dans la carrière.

SÉVERINE LEMIERE

IUT Paris Descartes et

Centre d'économie de la Sorbonne

MARIE-AGNÈS BARRÈRE-MAURISSON

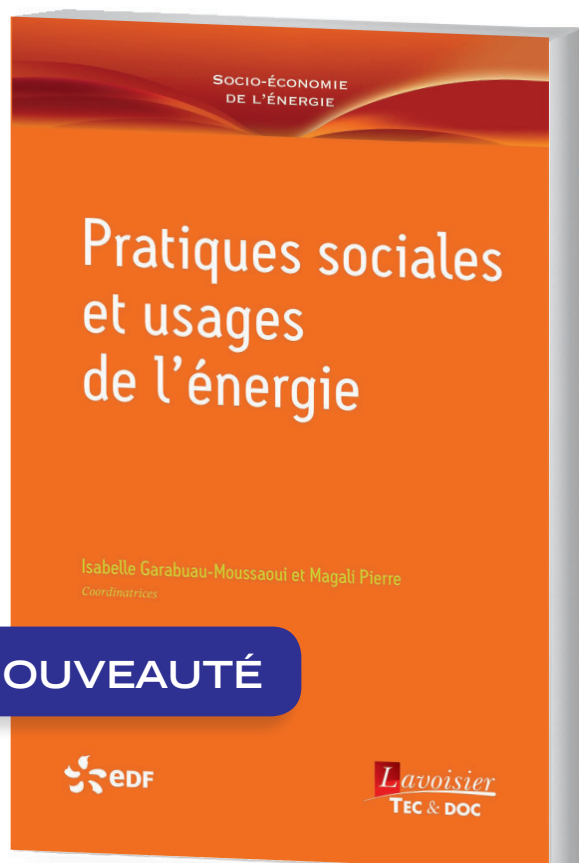
JEAN-MARIE MONNIER

MURIEL TABARIÉS

Centre d'économie de la Sorbonne Paris 1-CNRS

Pratiques sociales et usages de l'énergie

Coordonné par **Isabelle Garabuau-Moussaoui** et **Magali Pierre**



272 pages – Juillet 2016 – broché
ISBN : 978-2-7430-2021-7 • **49 €**

Les coordinatrices

Isabelle Garabuau-Moussaoui, anthropologue, et **Magali Pierre**, sociologue, sont chercheurs à EDF R&D. Elles appartiennent au GRETS (Groupe de recherche Énergie, Technologie et Société) du département ICAME. Les contributeurs de l'ouvrage sont pour une part chercheurs à la R&D d'EDF, et pour l'autre leurs partenaires académiques.

Des crises pétrolières à la loi de transition énergétique, en passant par les différents événements nationaux et mondiaux concernant l'environnement et l'énergie, différents acteurs ont appelé à un changement de comportements des utilisateurs finaux d'énergie, appuyés par des analyses de l'*homo œconomicus* (agent mu par sa rationalité économique) et de l'*homo ecologicus* (agent mu par ses valeurs environnementales). Cette démarche, qui n'a pas porté tous les fruits attendus, considère les comportements comme points d'aboutissement des politiques publiques, des dispositifs techniques ou des offres.

Cet ouvrage propose de renverser cette perspective. Posant les pratiques sociales comme point de départ, notre démarche consiste à appréhender leur diversité et leur ancrage quotidien et à saisir leurs logiques propres, pour analyser ensuite comment les outils et dispositifs sont mobilisés dans ces pratiques.

Dans un premier temps, les pratiques sociales et activités qui produisent une consommation d'énergie sont étudiées, afin de montrer comment les usagers jouent avec les systèmes, les équipements, les expérimentations, les catégories, les prescriptions. Dans un second temps, l'analyse se décale vers les acteurs intermédiaires, afin de prendre en compte les dispositifs socio-techniques, les acteurs et les instruments. C'est ainsi le « façonnement social » des technologies et la « fabrique des pratiques » qui sont explorés. Enfin, le rapport entre normes et pratiques (imbrication ou décalage) est examiné, en s'attachant aux discours portés par les ménages et les médias sur les consommations d'énergie et en analysant ce que chacun en raconte, dans ses actes langagiers.

Les contributions alternent entre restitutions d'enquêtes empiriques originales et travaux de synthèse faisant le point sur une notion. L'acteur de terrain comme le chercheur académique et l'étudiant pourront ainsi tirer profit de plusieurs niveaux de lecture correspondant à des formats de papier qui se complètent.



Retrouvez cet ouvrage sur notre site